

REUNIFICATION FAMILIALE ET MICRO CREDIT

La famine pousse les enfants dans la rue

Plusieurs messages nous apprennent que le nombre des enfants dans les rues ne cesse d'augmenter. La maltraitance, l'inceste n'ont certes pas disparu, mais la famine semble être devenue la cause la plus importante de cet accroissement. Dans ces conditions, la réinsertion familiale devient inopérante car l'enfant, ayant toujours faim, repart dans les jours qui suivent son retour. Faire un vrai repas par jour peut donc aider les familles à garder leur enfant, si possible avant qu'il fugue et après son retour, quand il accepte de revenir.

Le micro crédit

Comment faire ? Une méthode en plein essor depuis quelques années, le micro crédit, consiste à aider la maman à créer une activité génératrice de revenus (très souvent un petit commerce) : on lui prête une somme d'argent minime pour une période précise avec un taux d'intérêt en principe raisonnable. Les remboursements permettent de renouveler l'expérience avec de nouvelles familles. Cela paraît simple mais, en fait, le succès de l'opération n'est assuré qu'en appliquant des règles précises.

Les règles à suivre

Pourquoi soutenir la maman et non le père ? Parce que l'expérience montre que les mères de famille ont généralement plus le sens des responsabilités que leur compagnon.

La bénéficiaire doit être en bonne santé, une maladie risque d'anéantir le projet. Un examen médical doit être exigé.

Le prêt est accordé à condition qu'elle crée une activité rémunératrice qu'elle est capable d'assumer. Celle-ci doit correspondre à la variété ou aux lacunes du marché afin d'éviter une trop forte concurrence. Deux mamans ou plus encore peu-

vent travailler de manière solidaire, sans être obligatoirement associées, afin de s'informer et se soutenir mutuellement.

Des expériences difficiles

Plusieurs membres du REPER ont tenté l'expérience qui s'est révélée être délicate et même, pour certains, une aventure à risques. L'argent prêté était utilisé à d'autres fins, la maman tombait malade, la gestion était très hasardeuse et les faillites nombreuses... L'on sait maintenant qu'il faut prendre un certain nombre de précautions.

A chacun son métier

En fait, le micro crédit ne s'improvise pas, c'est un métier en soi qui exige un savoir faire, tout comme les associations qui s'occupent d'enfants des rues exercent elles aussi un métier à part entière, très délicat et complexe, et très différent des organismes de prêt.

Le rôle des organismes de prêt

Les organismes de prêt savent calculer les risques financiers, le montant du crédit nécessaire selon le type d'activité, sa durée, le taux d'intérêt. Elles savent quelles sont les bases de gestion que les bénéficiaires doivent posséder, les contrôles obligatoires à exiger, leur fréquence et leurs modalités (journal de caisse, comptabilité, etc). Tout cela doit être organisé et précisé par une petite formation à la gestion de la bénéficiaire, par un contrat indiquant les montants, les dates du recouvrement et ses modalités ainsi que les sanctions en cas de non respect du contrat (reprise du matériel ou du stock, etc). Un suivi très strict doit être effectué par un éducateur chaque semaine, et parfois plusieurs fois par semaine au début de l'activité, afin d'instaurer des modalités de gestion claires et d'enseigner les différences entre les recettes de l'activité et la caisse de la ménagère.

Le rôle des associations caritatives

Les associations qui recueillent les enfants dans les rues n'ont le plus souvent, ni les possibilités financières leur permettant de proposer des micro crédits aux familles, ni le savoir faire des bailleurs de fonds, ni souvent le temps d'assumer cette activité supplémentaire. En revanche, elles connaissent le «terrain», elles savent si les conditions de vie de telle ou telle famille risque d'entraîner la fugue d'un enfant (action préventive). Et si l'enfant est déjà dans la rue, elles ont rencontré les parents biologiques, elles savent si la réunification de la famille est possible ou non (maltraitance), elles savent comment vit la famille, et si celle-ci est «lourde» de risques importants (infirmité, alcoolisme, etc). Elles savent si la famille est d'accord pour reprendre l'enfant, pour respecter ses droits et l'envoyer à l'école. Elles connaissent des parents adoptifs éventuels si l'enfant recueilli dans la rue est orphelin. Toutes ces informations sont significatives et de grande importance pour l'organisme de prêts. L'association en charge des enfants des rues peut les lui fournir ou lui présenter des familles qui remplissent les conditions requises. Elle peut aussi participer au suivi de l'exécution du contrat, signa-

ler une défaillance facile à enrayer si l'on intervient assez tôt.

Un partenariat

Un partenariat entre ces vrais professionnels, où chacun apporte ses connaissances, semble pouvoir réduire les risques et assurer l'efficacité. Les organismes de micro crédit sont nombreux et on en trouve un peu partout dans les grandes villes. Mais attention, ils ne proposent pas les mêmes services, ni les mêmes taux. Leurs exigences ou leurs facilités sont différentes. A chacun, sur place, de s'informer soigneusement et de comparer leurs prestations avant de travailler avec eux. Il ne faut pas perdre de vue que leurs méthodes découlent d'habitudes européennes qui sont inconnues ou pas pratiquées par la population locale. Pour celle-ci, la rigueur de gestion n'est pas un concept répandu alors que l'entraide est plus pratiquée. L'approche des problèmes n'est pas abordée de la même manière et des incompréhensions peuvent naître, voire des conflits. Bref, la prudence s'impose avant de se lancer dans une expérience qui peut, quand on l'utilise bien, être porteuse de beaucoup d'espoir et de réussite.

Merci à toutes les associations qui nous ont permis de faire part à tous de leur expérience et de leur réflexion. La taille des bulletins ne nous permet pas de citer dans leur totalité les messages reçus. Ceux qui souhaiteraient lire les extraits qui ont permis la synthèse ci-dessus peuvent nous le demander.



NOUVELLES DU RESEAU



➤ AFRIQUE

CERK (Comité Enfants de la Rue Kikwit) à Kikwit en République Démocratique du Congo créé en 19 99 prend soin d'environ 110 enfants avec l'aide d'une douzaine d'éducatrices. Objectif principal : la réinsertion des enfants, y compris les enfants dits sorciers. Soins de santé et vaccination. Scolarisation (80% de succès) Pour les plus grands à la fin d'un apprentissage prolongé si nécessaire, remise d'un kit permettant une installation immédiate. Fond de roulement aux familles pour les activités génératrices de revenus.

E.mail : comitenfantsdelaruekikwit2002@yahoo.fr

MENINOS de MOZAMBIQUE à Maputo **Mozambique** s'occupe de 300 enfants et en suit plus de 3 000 dans les rues. 115 cartes d'identité ont pu être établies. 200 enfants sont scolarisés avec 89% de succès. A la fin de la formation professionnelle, un petit local est mis à la disposition des jeunes afin qu'ils y exercent leur métier le temps de se créer une clientèle avant de réintégrer leur famille. Une action santé vigilante est menée à travers plusieurs actions de prévention, dont les vaccinations, et une carte de santé qui permet l'accès gratuit aux soins. Une pièce de théâtre sur le thème du sida a été jouée par des enfants qui ensuite ont distribué des préservatifs.

E.mail : mdmmoz@emilmoz.com

ADQ (Association de Développement de Quartier) à Niamey au Niger participe à l'Opération Jeunesse Sahel Vert, opération de reboisement dans la région de Tillabery avec 250 jeunes, filles et garçons qui vont planter des milliers d'arbres. Des activités de formation éducatives concernant l'hygiène, la santé et le sida.

E.mail : adq_niamey@yahoo.fr

AMIS DU PERE GUEZOU à Yellagiri, **Inde** développe un collège d'enseignement universitaire à Dharmapuri ainsi qu'un institut de formation des professeurs. 400 étudiants y travaillent déjà. A Tiruvanama-lai, 80 garçons et filles reçoivent une formation à l'informatique. A Yellagiri, le chantier du grand réservoir se poursuit. Les jeunes viennent le soir, avec fierté, retirer les pierres déterrées sur place.

E.mail : stanislas.ernoult@worldonline.fr

APC (Association Pomme Cannelle) à Kathmandu au **Népal** créée en 2001 accueille plus de 500 enfants dans 6 centres et 4 programmes adaptés à leurs besoins. 41 enfants ont pu être réintégrés dans leur famille en 2007 après vérification que les conditions à un retour durable étaient bien remplies (volonté réelle de l'enfant, disparition des causes de la fugue, etc) Des foyers de transit accueillent près de 50 enfants décidés à quitter la rue . Ils y apprennent de nouvelles règles de vie et cherchent à compenser leur retard scolaire ou à entreprendre l'apprentissage d'un métier. Leur instabilité rend impossible un parrainage personnalisé.

Des partenariats avec d'autres associations permettent de multiplier les programmes en partageant les charges. Par exemple, APC verse de l'argent à un organisme qui en échange fournit des repas et un abri de nuit à une quinzaine d'enfants. Cela permet d'économiser les coûts d'une cantine. Les structures de l'association se professionnalisent (33 personnes dont 14 à plein temps) car l'association a maintenant des besoins de plus en plus spécifiques : un avocat et un psychologue à mi-temps ont été recrutés. Un programme de thérapie par la danse a été lancé. Des ateliers de réflexion sont organisés pour les éducateurs. Le dernier thème portait sur «les punitions corporelles et la discipline positive».. Les aides apportées par des bénévoles évoluent également car Pomme Cannelle souhaite faire appel à des personnes ayant une véritable expérience à partager au cours d'un engagement dans la durée avant, pendant et après le séjour sur place.

<http://apc-nepal.org>



VIRLANIE à Manille, **Philippines** s'est battu pendant des années pour obtenir que les enfants en prison ne soient plus enfermés dans des cellules si petites qu'ils ne pouvaient même pas s'y allonger. Grâce au soutien d'avocats, une loi a été adoptée au Parlement stipulant que les enfants de moins de 15 ans ne seront plus emprisonnés. Il reste à améliorer le sort des 15-18 ans qui sont toujours emprisonnés. Virlanie travaille avec leur famille pour leur expliquer comment accueillir leur enfant qui revient de prison et ce qu'il faut faire pour les aider à réintégrer la société.

E.mail : virlanie.siege@nordnet.fr

TRIANGLE au **Yémen** soutient des familles de réfugiés somaliens, abris en dur, adduction d'eau et aide au développement du maraîchage dans l'île de Socotra.

E.mail : info@trianglegh.org

AIMER à Paris, France se réjouit des succès remportés par des enfants recueillis par des associations qu'elle soutient. Deux jeunes filles, aidées par Enfants du Soleil à Madagascar, ont créé un atelier de broderie qui a été sélectionné par deux grandes maisons de couture parisiennes. Une petite fille de 10 ans qui fréquente le centre d'accueil d'Afghanistan demain a remporté le premier prix d'un concours organisé par l'Union européenne sur le thème de l'égalité entre les hommes et les femmes. 15 jeunes pris en charge par l'OPDE au Burundi sont entrés à l'université. AIMER en 2008 soutient 25 projets en faveur des enfants de la rue dans 17 pays.

Site : <http://perso.orange.fr/association.aimer>

Aimera à Colmar en France maintient l'envoi chaque année à Madagascar (Enfants du soleil, AFFD, ou VOZAMA) d'un container rempli du fruit des collectes de matériel réalisées dans les écoles du département.

E.mail : aimera@wanadoo.fr

Informatique et Solidarité à St Mandé en France qui soutient plusieurs associations sur plusieurs continents nous dit que depuis quelques années, les méthodes des associations s'occupant des enfants de rues ont évolué : les orphelinats, les grands centres d'accueil avec de nombreux enfants laissent la place à des foyers de transit, en attente du retour dans les familles biologiques ou d'accueil qu'il faut soutenir.

7 programmes sont en cours au Burundi :

Alimentaire, Santé, Scolarité ou apprentissage, Juridique (carte d'identité, poursuites judiciaires en cas de viols ou d'abus), Eveil, épanouissement, Prévention et hygiène, Activités génératrices de revenus (AGR)

Les AGR nécessite de disposer du financement pour accorder une subvention ou un prêt. Le micro crédit est un métier à part entière. Il faut successivement faire l'étude préalable, la mise en place et le suivi.

E.mail : pmas@noos.fr



REPER

110 avenue du Roule-92200 NEUILLY-sur-SEINE

Téléfax: 33 (0) 1 47 22 71 73

E-mail: REPER@enfants-des-rues.com

Site: www.enfants-des-rues.com
ou www.street-children.com